

PROGRAMME ASIE

RELATIONS CHINE-OCCIDENT : L'AVÈNEMENT DES GUERRES ÉCONOMIQUES ?

ENTRETIEN AVEC ALI LAÏDI

CHERCHEUR AU LABORATOIRE CR451 DE L'ÉCOLE DE GUERRE ÉCONOMIQUE,
AUTEUR DE *LES BATAILLES DU COMMERCE MONDIAL : PENSER LA GUERRE
ÉCONOMIQUE AVEC ET CONTRE MICHEL FOUCAULT* (PUF, 2021)

Réalisé par Emmanuel LINCOT
CHERCHEUR ASSOCIÉ À L'IRIS

FÉVRIER 2022

ASIA FOCUS #174

EMMANUEL LINCOT : Comment définissez-vous la guerre économique ?

ALI LAÏDI : Il n'existe pas de définition académique de la guerre économique, l'université ne s'étant jamais emparée de ce sujet. Dans ma thèse, je la définis comme l'utilisation de moyens déloyaux et/ou illégaux pour remporter ou préserver des marchés. Elle existe aussi bien en temps de paix qu'en temps de guerre. La guerre économique, c'est donc l'intrusion de la violence dans le champ économique.

Je travaille sur ce sujet comme journaliste et chercheur depuis 1996. Un quart de siècle d'enquêtes, d'articles, d'entretiens, de conférences, de livres, d'émissions... et malgré cela, la même réponse de la part des économistes médiatiques et des universitaires établis : la guerre économique, ça n'existe pas ! Ce furent les mots prononcés par le directeur de l'école doctorale d'un grand établissement d'enseignement supérieur parisien à qui je proposais en 2005 de diriger ma thèse sur ce sujet.

Même si l'on trouve d'excellents ouvrages sur la critique néolibérale, leurs auteurs ne font guère référence à la guerre économique. La plupart des penseurs de gauche comme de droite estiment qu'elle n'est pas un axe pertinent pour comprendre les relations économiques mondiales.

Pour les libéraux, elle serait le fruit d'un délire des adeptes de la théorie du grand complot. Ils refusent donc de reconnaître officiellement son existence, d'autant que cela reviendrait à justifier l'intervention de l'État sur les marchés, seul détenteur de la violence légitime.

À l'opposée, la gauche présente le discours sur la « prétendue guerre économique¹ » comme l'alibi du patronat pour exiger des travailleurs qu'ils renoncent aux protections sociales durement acquises depuis 1945, au nom de la compétition internationale. La gauche ne développe donc aucune vision sur la radicalisation des rapports économiques entre les acteurs (entreprises, États, ONG, individus...). Elle refuse de présenter la guerre économique comme un champ d'études autonome. Au contraire, sans jamais l'appréhender réellement, elle l'englobe dans une compétition généralisée qui s'exerce à tous les niveaux de la vie sociale, individuelle et internationale. Du coup, elle confond rapport social au travail et guerre économique, et prétend que les moyens employés par

¹ Expression utilisée en 2006 par Patrick Viveret, philosophe engagé dans le mouvement altermondialiste dans une conférence lors du festival Camino de la non-violence. Source : <http://revolution-lente.coerrance.org/docs/patrick-viveret-conference-camino-juin-2006.pdf>

cette dernière ne sont pas forcément illégaux ni même violents, qu'ils sont inscrits dans les institutions mises en place par les dominants pour asservir les dominés.

D'où cette première confusion : ce qui distingue la guerre économique de la compétition économique, c'est justement son caractère déloyal et illégal et son recours à la violence physique et symbolique dans les échanges commerciaux. La guerre économique révèle la polémologie que le doux commerce cher à Montesquieu tente d'occulter depuis trois siècles. En fait, pour la gauche radicale, la guerre économique n'est que l'une des manifestations des excès du libéralisme. Et à ce titre, elle ne mérite pas d'attention particulière. Or, c'est la seconde confusion et elle est de taille : la guerre économique n'est pas l'enfant terrible du libéralisme puisqu'elle le précède historiquement. Lier la guerre économique uniquement à l'apparition de l'idéologie libérale est un anachronisme. Pour s'en convaincre, il suffit de relire les analyses de l'anthropologue Claude Lévi-Strauss sur le commerce dans les sociétés primitives : « Les échanges commerciaux représentent des guerres potentielles pacifiquement résolues, et les guerres sont issues de transactions malheureuses »². Comme je l'ai montré dans un précédent ouvrage³, ces transactions malheureuses ont toujours existé dans l'histoire humaine. En fait, l'affrontement économique sévit depuis la nuit des temps, bien avant donc l'apparition de l'idéologie libérale. Une époque où les États n'existaient pas. Lawrence H. Keeley, historien de la Préhistoire, remarque que « Les études croisées de diverses cultures indiquent que les motifs et les objectifs de la guerre des États et des non-États sont substantiellement les mêmes et que les raisons économiques prédominent dans les deux catégories »⁴.

EMMANUEL LINCOT : Vous avez par ailleurs fondé l'École de pensée sur la guerre économique (EPGE). En quoi cette initiative répond-elle, selon vous, à des attentes sur le plan à la fois académique et opérationnel ?

ALI LAÏDI : Tout comme les chercheurs dans le domaine militaire ne prônent pas la guerre, ceux dont l'objet d'étude est la guerre économique n'appellent pas à l'affrontement. Ce ne sont pas des va-t-en-guerre. Ils dissèquent ce phénomène pour

² Claude Lévi-Strauss, « Guerre et commerce chez les Indiens de l'Amérique du Sud », *Renaissance*, Revue trimestrielle publiée par l'École libre des hautes études, fascicules 1 et 2, vol.1, 1943, p.136

³ Ali Laïdi, *Histoire mondiale de la guerre économique*, Perrin, 2016

⁴ Lawrence H. Keeley, *Les guerres préhistoriques*, Perrin, Tempus, 2009, p. 241

mieux le comprendre, le cerner et empêcher ainsi qu'il ne dégénère en déflagration globale. Étudier la guerre économique vise à démasquer les dispositifs d'hégémonie et d'impérialisme pilotés par les plus forts. Dispositifs qui entraînent le monde vers l'uniformisation culturelle à partir d'un modèle unique, celui du néolibéralisme financier. C'est pourquoi nous avons créé l'École de pensée sur la guerre économique (EPGE)⁵ pour réfléchir à cette question rejetée par l'Université. Il existe depuis une vingtaine d'années des formations universitaires à Bac+5 pour former des étudiants à l'intelligence économique. Il existe également depuis 1996 une école de guerre économique qui forme des opérationnels de la guerre économique. Il manquait un lieu pour penser cette guerre économique dans sa dimension politique, économique évidemment mais aussi philosophique. Car l'examen de la guerre économique suit une démarche d'écologie humaine. Il s'agit de préserver la diversité des sociétés menacées par la standardisation économique. À travers leur pouvoir économique, les grandes puissances et leurs multinationales imposent leur conception du monde, leurs normes, leur mode de vie... Bref, elles façonnent le monde à leur image et l'uniformisent. Contrairement à ce qu'elle prétend, la théorie libérale ne promeut pas la diversité qu'elle considère comme un frein à la standardisation des produits et des services. Or, dans notre monde cohabitent encore - et c'est heureux - différentes façons de penser, de se nourrir, de se vêtir, de se cultiver, de consommer... Seule cette diversité culturelle permet de surmonter les chocs économiques comme celui de 2008. Imaginons en effet les conséquences de cette crise financière si la planète entière avait été addict aux *subprimes* ! Un tel cataclysme aurait pu être fatal à l'humanité. Or, c'est bien dans la richesse et la variété des modèles socio-culturels que l'on puisera les solutions aux prochaines crises. Et non pas dans une planète normée par l'économie mondialisée. Il en va dans ce domaine comme dans la nature, sans diversité, point de résilience.

EMMANUEL LINCOT : Le discrédit des thèses marxistes en Europe explique-t-il à lui seul que les échanges économiques ne soient désormais plus pensés sous l'angle de la lutte (sociale) ou de la polémologie (dans son acception stratégique) ?

⁵ Avec Christian Harbulot, Éric Delbecque, Olivier de Maison Rouge, Nicolas Moinet et Nicolas Ravaihle.

ALI LAÏDI : La guerre économique n'est pas un concept marxiste. Karl Marx n'a jamais théorisé ce sujet. Certes, Lénine⁶ annonçait la fin du libéralisme par le choc final des impérialismes occidentaux et Nicolas Boukharine⁷ dénonçait les dégâts d'une compétition sans foi ni loi aux États-Unis, notamment dans le secteur des chemins de fer, mais ni l'un ni l'autre n'ont isolé la guerre économique comme objet d'étude. Le discours sur la guerre économique n'est donc pas une resucée de la théorie marxiste. C'est une vision à la fois nouvelle et ancienne des rapports. Nouvelle parce que nulle part dans la littérature savante elle n'est abordée dans toutes ses dimensions. Ancienne parce qu'elle retourne aux sources ; il n'y a jamais d'économie sans rapport de force. C'est là sans doute l'apport marxien et non marxiste. La science économique a toujours été une économie politique comme nous le rappelle cette époque conflictuelle où un virus replace l'État au centre de l'économie.

EMMANUEL LINCOT : La Chine, elle, pour des raisons davantage culturelles sans doute n'y a jamais renoncé non plus que les États-Unis d'ailleurs. Le libéralisme, dans sa dimension irénique, tel qu'on l'enseigne depuis Adam Smith et selon lequel la paix sociale s'achète par une régulation naturelle des échanges, va de pair avec un intérêt croissant pour la recherche sur le concept de guerre économique depuis 1995, écrivez-vous (p. 17). Comment expliquez-vous ce décalage aux États-Unis entre les intentions lénifiantes qui sont celles de la *doxa* et du discours politique dominant, et une réalité qui va dans le sens du choix d'une confrontation ; laquelle semble d'autant plus surprenante que dans ce contexte (la fin du XX^e siècle) les États-Unis sortent vainqueurs de la guerre froide et sont en position de monopole au niveau mondial ?

ALI LAÏDI : Les États-Unis ont toujours été sensibles à la question de la confrontation économique et cela dès leur naissance. Protéger « les industries dans l'enfance » figure dès 1791 parmi les priorités du programme d'Alexandre Hamilton, premier Secrétaire au Trésor de l'histoire des États-Unis. Au milieu du XIX^e siècle, l'approche d'Hamilton inspire l'économiste allemand Friedrich List, théoricien d'un « protectionnisme

⁶ Vladimir Ilitch Lénine, « L'impérialisme, stade suprême du capitalisme », Le Temps des cerises, 2001

⁷ Nicolas Boukharine, *L'économie mondiale et l'impérialisme. Esquisse économique*, (1915), Anthropos, 1971

temporaire »⁸. Alexandre Hamilton milite pour un protectionnisme assumé. Dans son "*Report on Manufactures*" (1791), il préconise l'édification d'une Amérique industrielle aidant et subventionnant ses jeunes entreprises, affichant des tarifs douaniers modérés (entre 5 % et 15 %) et restreignant certaines importations. Hamilton défend un protectionnisme éducateur. Avec plus ou moins de succès car son programme n'est pas entièrement appliqué par le Congrès. Le parlement américain se prononce contre les subventions aux entreprises mais pour les taxes douanières et les restrictions à l'importation. La machine de guerre économique apparaît donc dès la naissance de cette nation. Elle se perfectionne jusqu'à la Première Guerre mondiale où elle est mise à la disposition du projet de domination américaine. C'est toutefois, le président démocrate Bill Clinton qui reformate l'administration américaine à partir de 1993 pour la mettre pleinement au service des intérêts économiques de la nation. Il y a donc d'un côté un discours adressé au monde à partir de la chute du Mur de Berlin sur le triomphe de l'économie de marché, forcément ouverte et de l'autre un discours à peine caché - car les Américains annoncent leurs intentions stratégiques - qui assume agressivement la défense des intérêts économiques des États-Unis. Les Américains étaient parfaitement conscients du fait qu'un marché mondial ouvert entraînerait une radicalisation de la compétition et que la concurrence pure et parfaite n'était qu'un mythe. La main visible de l'État américain devait donc soutenir la main invisible du marché pour protéger le *Made in America*. Les Chinois étaient sur la même longueur d'onde. En Europe, on est restés sourds face à cette réalité jusqu'au réveil brutal du début des années 2010. Les Européens ont alors réalisé l'ampleur de la puissance économique chinoise et les menaces qu'elle faisait peser sur eux. Dans le même temps, ils ont pris en pleine figure les guerres commerciales du président républicain Donald Trump notamment sur l'acier et l'aluminium. Quant à son successeur démocrate, il n'en pense pas moins. À peine arrivé à la Maison-Blanche, Joe Biden n'a aucun scrupule à voler un grand contrat (les sous-marins australiens) à son allié français.

EMMANUEL LINCOT : Un cas d'école que vous pointez du doigt à travers un exemple historique de la Chine antique est l'état de dépendance alimentaire dans lequel

⁸ Friedrich List, *Système national d'économie politique*, Tel/Gallimard, 1998

deux principautés rivales tombent dans le piège tendu par une dynastie qui l'emportera, celle de Qi (p. 24)... : ne craignez-vous pas que la Chine, gagnante de la globalisation, dans sa première phase tout au moins, soit devenue aujourd'hui extrêmement vulnérable d'un point de vue de sa sécurité alimentaire soit parce qu'elle dépend majoritairement des marchés extérieurs pour son approvisionnement, soit parce que la pollution y est telle que la destruction de ses terres et de ses nappes phréatiques est irréversible et rend impossible son autosuffisance ? Beaucoup plus que par des moyens numériques, la guerre économique qui se joue entre la Chine et l'Occident ne dévoile-t-elle pas un véritable pouvoir de contrainte imposé à la Chine par sa propre géographie ?

ALI LAÏDI : Ce sont les vulnérabilités de la Chine qui obligent cet immense pays à s'exposer à l'extérieur et à conquérir des marchés parfois de manière déloyale, voire illégale. L'alimentation en est une, l'énergie en est une autre. Pékin achète des terres arables en Afrique (majoritairement) pour sécuriser ses approvisionnements alimentaires. Sa géographie est immense mais moins de 10 % des terres sont cultivables. Ce pourcentage pourrait même baisser demain avec la pollution et le changement climatique. Comme beaucoup de pays, la Chine va donc entrer dans une zone de fortes turbulences qui vont l'amener à se confronter aux puissances extérieures, et pas seulement aux États-Unis. La terre, les ressources énergétiques, mais aussi le numérique et bien d'autres domaines... de nombreux fronts s'ouvrent pour la Chine.

EMMANUEL LINCOT : L'état d'interdépendance économique rend quasiment impossible une guerre de haute intensité entre la Chine et les États-Unis : tel est le credo néolibéral. Vous rappelez par ailleurs à travers le témoignage de Raymond Aron (p. 33) que les alliés ne cessent de s'espionner durant la guerre froide mais qu'au nom de la solidarité du camp occidental contre l'URSS, Washington n'en prend jamais ombrage. Ces deux exemples semblent de moins en moins d'actualité : boycott des produits (pas seulement agricoles) en provenance du Xinjiang et de

leurs chaînes de valeurs par les États-Unis et dénonciation sous la pression des Américains du marché des sous-marins français à destination de l'Australie... Serions-nous en retard d'une guerre tout au moins de son anticipation ?

ALI LAÏDI : Il n'y a aucun doute. En Europe, nous sommes très en retard sur ces questions. Nous ne disposons d'aucune pensée stratégique pour appréhender la guerre économique. En France, il suffit de consulter le fichier national des thèses pour constater l'existence de cet angle mort de la recherche universitaire : pas même une dizaine en sciences politiques. Idem dans le reste de l'Europe. Les rares spécialistes sont en France, ils se comptent sur les doigts d'une seule main et sont presque tous en dehors de l'université. L'unique exception, c'est Nicolas Moinet, le seul professeur à s'intéresser à la guerre économique. C'est très préoccupant pour l'avenir de l'Europe alors que se dessine une guerre économique entre la Chine et les États-Unis et que le Vieux Continent semble être le plat de résistance au menu de ces deux ogres. Les dirigeants européens sont incapables de se positionner dans ce conflit de géants. Demandez aux institutions de Bruxelles les textes doctrinaires sur la sécurité des Européens, ils vous sortent des documents sur la lutte contre la prolifération nucléaire, contre le terrorisme, les migrations et le changement climatique mais absolument rien sur la sécurité économique de 450 millions de citoyens européens. C'est comme si, les dirigeants européens pensaient que la sécurité économique était comprise dans le package sécuritaire offert par les Américains grâce au parapluie nucléaire. Pourtant, jamais les États-Unis ne se sont engagés à assurer la sécurité économique de l'Europe. Mais attendons la nouvelle boussole stratégique que nous promet Bruxelles. Elle devrait lister les menaces pesant sur le Vieux Continent. Nous verrons si la sécurité économique en fait partie. J'ajoute qu'aucune recherche en sciences sociales n'indique que l'ouverture du marché immunise contre la guerre. Une guerre sino-américaine n'est donc pas exclue quand bien même les deux économies sont fortement imbriquées. Même une guerre en Europe avec une Russie particulièrement agressive n'est pas à exclure. Avec ces deux menaces, nous entrons dans l'inconnue car la Chine et la Russie sont des tigres aux dents nucléaires.

EMMANUEL LINCOT : Quelle analyse faites-vous de l’Indopacifique ? Et partant, des intérêts français par rapport à la logique du pacte AUKUS qui vise à endiguer l’expansion de la Chine via ses Routes de la soie ?

ALI LAÏDI : Paris prétend avoir un rôle politique, militaire et sécuritaire à jouer dans la région Indopacifique. Pourquoi pas. Cela est dû à sa présence dans cette région à travers notamment la Nouvelle-Calédonie. Pékin ne semble pas être sur la même longueur d’onde et dénie à la France toute ingérence. Quant à l’alliance AUKUS entre les États-Unis, la Grande-Bretagne et l’Australie, elle fait peu de cas de la présence française. La preuve, le mauvais coup de ces trois pays contre Paris dans l’affaire du contrat des sous-marins australiens volé à la France. Mais Paris a des intérêts indéniables à défendre dans cette région (pêche, mines, tourisme, exploitation des fonds sous-marins...). Ses moyens manquent. Les tensions avec la Chine ne lui laissent guère le choix. Soit elle rejoint l’alliance soit elle lui sert de force d’appoint.

EMMANUEL LINCOT : En quoi le Covid-19 dans les choix de stratégie économique opérés tant par Paris que Bruxelles a-t-il constitué un tournant ?

ALI LAÏDI : Le tournant pour Paris et l’Europe commence réellement en 2016 avec deux évènements majeurs : le Brexit et l’élection d’un président américain qui déclare aimer les guerres commerciales, même celles qui sont menées contre les alliés historiques de l’Amérique. C’est à cette époque que la Commission européenne commence à renouveler ses outils de défense économique qui n’avaient guère été rénovés depuis la fin des années 90. La plupart de ces textes sont dirigés contre la Chine et son *dumping* sur l’acier ou les panneaux solaires. Or, la Chine n’est pas la seule menace. Les entreprises européennes ont souffert de l’extraterritorialité du droit américain avec des amendes qui se comptent en milliards de dollars pour certaines entreprises comme la BNP, l’administration américaine lui reprochant de commercer avec l’Iran et Cuba. Or aucun texte en droit international n’interdit de faire du commerce avec ces deux pays. Depuis 1996, l’Europe dispose d’un règlement qui interdit aux entreprises européennes de se

soumettre aux législations extraterritoriales américaines. Pourtant Bruxelles a laissé faire et n'a jamais actionné ce texte. Le Covid-19 est venu confirmer les faiblesses de l'Europe, sa dépendance dans de nombreux domaines, des médicaments aux batteries électriques en passant par les semi-conducteurs. Depuis la pandémie, on reparle à Bruxelles de relocalisation, de réindustrialisation, des mots qui étaient tombés dans les oubliettes de l'histoire et qui resurgissent aujourd'hui. Certes, les élites européennes n'osent pas parler de souveraineté économique, mais elles utilisent un terme voisin, plus politiquement correct pour la doxa libérale, la résilience. Sommes-nous sortis de cette ornière stratégique qui nous empêche de voir la réalité ? Je crains que le logiciel des élites dirigeantes ne soit pas réformable et qu'une nouvelle génération doive s'emparer de ces questions. Non pas pour faire la guerre économique mais pour reconnaître que la puissance est indispensable. Sans puissance, les sociétés disparaissent. Elles ont besoin, comme les individus et le conatus spinozien, de la puissance pour rester elles-mêmes et avancer à leur rythme. La puissance n'est donc pas un gros mot. Ce qui est dangereux dans l'accroissement de puissance, c'est le surcroît de puissance que l'on génère dans cette logique. Toute la question est de savoir quoi en faire. L'utilise-t-on pour écraser son voisin ou au contraire l'aider à être lui-même puissant afin que ses faiblesses ne nous déstabilisent pas ? En un mot, l'Europe a tout intérêt à aider l'Afrique à être puissante. À quand le pivot au sud de l'Europe pour répondre au pivot à l'est des États-Unis initié par le président Barack Obama et au pivot à l'ouest de la Chine initié par Xi Jinping à travers les Nouvelles routes de la soie ?

EMMANUEL LINCOT : Vous évoquez Michel Foucault (p. 55) pour rappeler que la compétition économique est une « guerre silencieuse », la continuité de la guerre par d'autres moyens. En somme, Michel Foucault inverse la proposition de Clausewitz selon laquelle la politique est la continuité de la guerre par d'autres moyens. N'est-ce pas davantage à une forme de guerre hybride à laquelle nous

assistons voire à une guérilla d'un genre nouveau et en continu qui oppose les États entre eux ?

ALI LAÏDI : Le premier concept foucauldien que j'emprunte a trait à la méthode. Foucault nous invite à fouiller les archives et à faire l'archéologie des idées afin de faire remonter à la surface celles qui sont enfouies dans les profondeurs. Le philosophe estime que ce qui est caché, dissimulé dans le système de pensée d'une société est aussi révélateur que les faits, les idées, les valeurs, les représentations qui sont admis, reconnus et valorisés. Hier, la folie, le sexe et la prison étaient rejetés par la société... autant de sujets sur lesquels s'est penché Foucault. Aujourd'hui, c'est la guerre économique qui se trouve exclue du discours académique en général et des études économiques en particulier. Soit par totale méconnaissance du sujet, soit comme le montrent les travaux de Dany-Robert Dufour, par le refus (voire le déni) de reconnaître les fondements polémologiques des échanges⁹. Autre concept foucauldien : le pouvoir. Chez lui, c'est « une machine productive » de flux. Qui dit pouvoir dit résistance. C'est valable en politique comme en économie. La résistance, ou plutôt les résistances, sont formées par tous ceux qui luttent contre des États et des multinationales économiquement trop puissants, aux positions quasi hégémoniques. Ces pays et ces entreprises imposent leurs propres règles du jeu à leurs concurrents, mais aussi aux individus et même aux États plus faibles. Le pouvoir de ces acteurs passe notamment par des normes de consommation qu'ils déterminent et pilotent. Plus que la loi, nous rappelle Foucault, c'est la norme qui discipline nos corps. Dans cette « société de normalisation », nul besoin de contraindre les individus par la force à se conformer aux canons du néolibéralisme, il suffit, via la norme, d'assujettir les corps et les esprits des consommateurs. Le bon consommateur, le consommateur normé, est celui qui n'arrête jamais de consommer afin de ne pas gripper le Golem qu'est devenue la machine économique mondiale. Dans la guerre économique, les entreprises, parfois appuyées par leurs États, visent un objectif ultime : standardiser et normer leurs produits ou leurs services tout en empêchant leurs concurrents d'en faire de même. Et ce afin de rafler les plus grosses parts de marché. Michel Foucault est persuadé que les conflits entre les hommes ne cesseront jamais. C'est essentiellement à travers la guerre économique que

⁹ Lire notamment *Le Divin Marché*, Folio Essais, 2007, et *Baise ton prochain. Une histoire souterraine du capitalisme*, Actes Sud, 2019 de Dany-Robert Dufour.

la guerre se prolonge en ces temps de (relative) paix. Et cette guerre économique est forcément hybride, elle se joue sur tous les plans : économique, politique, culturel, social... Rien ne lui échappe. Hélas, l'histoire nous montre qu'elle débouche souvent sur l'affrontement militaire.

EMMANUEL LINCOT : Dans *Libres d'obéir : le management, du nazisme à la RFA* (Gallimard, 2020), l'historien Johann Chapoutot montre que le nazisme aura été un grand moment managérial et une des matrices du management moderne. En quoi le *Cognitive war* transposé dans le *Perception Management* et le *Social Learning* dont vous rappelez l'importance dans la culture entrepreneuriale américaine (p. 67) se différencierait-il de ces techniques allemandes ? *In fine*, se révèlent-elles aussi efficaces sur la durée et surtout après l'expérience du télétravail expérimenté durant la pandémie ?

ALI LAÏDI : Le livre de Johann Chapoutot présente un ancien juriste nazi qui échappe aux poursuites après la guerre, se recycle dans une école de management et civilise une partie de la vision polémologique du III^{ème} Reich. J'aurais aimé en connaître davantage sur ce personnage et sur son enseignement car il représente bien l'un des premiers guerriers économiques d'après-guerre. Conquérir les marchés, battre, voire anéantir la concurrence, voilà le crédo de cet ex-nazi. Il faut donc faire en sorte que l'entreprise parvienne à standardiser son produit ou son service. Plus cela sera le cas, plus il a de chance de conquérir le monde entier. Le coût élevé, voire prohibitif, de l'adaptation d'un produit ou d'un service à un marché national ou régional, est un luxe que la plus puissante des multinationales ne peut s'offrir. Au contraire, la standardisation, c'est la promesse de gains illimités. Et le plus sûr chemin vers le goulag ou le nazisme, estime le juriste Alain Supiot qui propose une analyse radicalement différente du concept de capital humain. Staline parlait de capital humain, les nazis de matériel humain. Dans ces visions totalitaires, l'homme n'est plus qu'un moyen pour atteindre un objectif économique. Gary Becker, Nobel d'économie américain reprend le concept de capital humain pour expliquer

que nous possédons tous la capacité d'améliorer nos compétences tout au long de notre vie. Résultat : nous sommes tous les entrepreneurs de nous-mêmes et nous entrons ainsi tous en concurrence les uns avec les autres.

Foucault en tire un enseignement : cet « art libéral de gouverner » est aussi un art du conflit économique car il multiplie les frictions entre les acteurs. La société de la concurrence débouche sur la « judiciarisation » des rapports marchands. « Plus vous multipliez les entreprises [...] plus vous forcez l'action gouvernementale à laisser jouer ces entreprises, plus bien entendu vous multipliez les surfaces de friction entre chacune de ces entreprises, plus vous multipliez les occasions de contentieux, plus vous multipliez la nécessité d'un arbitrage juridique¹⁰ ». Michel Foucault en conclut que « société d'entreprise et société judiciaire [...] sont les deux faces d'un même phénomène¹¹ ». Michel Foucault ne mesure pas à quel point son approche est polémologique. Il pense que ces tensions sur le front économique seront réglées par l'institution judiciaire. Il n'envisage pas la possibilité que ce système déborde et que certains acteurs puissent se faire justice eux-mêmes. Il ne perçoit pas l'affrontement économique qui se profile derrière une société hyper concurrentielle et son impact anthropologique sur des salariés transformés en guerriers économiques sans foi ni loi. Ce que montrent aujourd'hui les travaux du sociologue David Courpasson : « Le travail semble être devenu un espace et une temporalité dans lesquels s'affirme, à côté des artifices apaisants du néomanagement [...] la possibilité que la volonté de détruire l'autre ne soit pas une déviance meurtrière répréhensible, mais une posture compréhensible¹² ». Enfin, Foucault n'envisage pas non plus que le droit puisse devenir une arme économique, comme l'ont appris à leurs dépens les entreprises européennes sanctionnées par des procureurs américains.

EMMANUEL LINCOT : Vous dites avec raison que le PIB se révèle incapable de mesurer le plus important : « le bien-être humain » (p. 141). Capitalisme et humanisme sont-ils pour autant conciliables ?

¹⁰ Michel Foucault, *Naissance de la biopolitique. Cours au collège de France, 1978-1979*, Gallimard/Seuil, 2004, p. 155

¹¹ Ibid

¹² David Courpasson, *Cannibales en costume*, Francois Bourin, 2019, p. 9

ALI LAÏDI : Oui je l'espère. Tout est question d'équilibre. Il est temps à présent d'inventer une mondialisation frugale. Il ne s'agit pas de décréter la fin des échanges, ni d'opérer un retour en arrière mais de borner un modèle uniquement fondé sur les transactions marchandes, le tout commerce et la concurrence illimitée. Est-il raisonnable de ne poser aucune borne au développement frénétique des échanges ? Tout ce qui n'a pas de limite, rappelle le philosophe libéral Karl Popper, est potentiellement totalitaire. L'avenir n'est jamais déterminé, même par l'horizon prétendument indépassable du néolibéralisme ; il reste toujours ouvert et les alternatives existent. Au chercheur, à intellectuel et au citoyen incombe la mission de les trouver. L'être humain n'est pas qu'un marchand, encore moins un entrepreneur de sa vie en concurrence permanente avec les milliards d'autres existences. La compétition commerciale n'est donc pas notre seul crédo et le compétitisme notre seul Dieu. Il est temps de reprendre les chemins de la critique. L'étude de la guerre économique est l'un d'entre eux. Ce n'est pas le seul mais il mérite d'être emprunté. Ne serait-ce que pour éviter les autoroutes embouteillées de la pensée conformiste. On peut croire en la liberté du marché sans pour autant accepter la concurrence barbare du néolibéralisme. ■

ASIA FOCUS #174

RELATIONS CHINE-OCCIDENT : L'AVÈNEMENT DES GUERRES ÉCONOMIQUES ?

Entretien avec ALI LAÏDI / Chercheur au laboratoire CR451 de l'École de guerre économique, auteur de *Les batailles du commerce mondial : Penser la guerre économique avec et contre Michel Foucault* (PUF, 2021).

Réalisé par EMMANUEL LINCOT / Chercheur associé à l'IRIS.

FÉVRIER 2022

ASIA FOCUS

Collection sous la direction de Barthélémy COURMONT, directeur de recherche à l'IRIS, maître de conférences à l'Université catholique de Lille, et Emmanuel LINCOT, chercheur associé à l'IRIS et professeur à l'Institut Catholique de Paris – UR « Religion, culture et société » (EA 7403) et sinologue.

courmont@iris-france.org — emmanuel.lincot@gmail.com

PROGRAMME ASIE

Sous la direction de Barthélémy COURMONT, directeur de recherche à l'IRIS, maître de conférences à l'Université catholique de Lille

courmont@iris-france.org

© IRIS

Tous droits réservés

INSTITUT DE RELATIONS INTERNATIONALES ET STRATÉGIQUES

2 bis rue Mercoeur
75011 PARIS / France

T. + 33 (0) 1 53 27 60 60

contact@iris-france.org

@InstitutIRIS

www.iris-france.org